

Le très hon. L. B. Pearson (premier ministre): Je crois avoir dit que je serais plus en mesure aujourd'hui de faire une déclaration relative à l'entretien que mon ami le secrétaire d'État aux Affaires extérieures et moi avons eu avec l'ambassadeur des États-Unis auprès des Nations Unies. Un des sujets dont nous avons parlé hier était l'admission de la Chine à l'ONU et les événements probables à cet égard au cours de la prochaine réunion de l'Assemblée, dans la mesure où nous pouvions faire des conjectures.

Nous avons également parlé du problème de la Rhodésie, dont le Conseil de sécurité, doit discuter aujourd'hui si je comprends bien, et d'autres questions qui figureront peut-être à l'ordre du jour de l'Assemblée en septembre.

Le très hon. J. G. Diefenbaker (chef de l'opposition): Monsieur l'Orateur, j'aimerais demander au premier ministre si la visite de l'ambassadeur du Royaume-Uni, lord Carradon, ainsi que la visite prochaine de M^{me} White, ministre d'État aux Affaires étrangères de Grande-Bretagne, laisse entrevoir qu'une décision sera prise bientôt au sujet de la reconnaissance de la Chine communiste?

Le premier ministre pourrait-il dire si les opinions qu'il a émises dans son discours l'autre jour n'ont pas généralement été interprétées comme indiquant que la Chine communiste sera reconnue? Le premier ministre pourrait-il aussi assurer la Chambre qu'avant de prendre une mesure de ce genre les députés auront le loisir d'en discuter? Peut-il aussi nous assurer que la République actuelle de la Chine de Formose ne sera sacrifiée en aucune façon?

Le très hon. M. Pearson: Monsieur l'Orateur, le très honorable représentant a tiré plus de conclusions de mon discours qu'on ne saurait le justifier, je crois. Quant à la visite des hauts fonctionnaires britanniques dont il a parlé, il ne s'agit pas d'arriver à une conclusion ou d'atteindre un objectif déterminé en ce qui concerne la politique visant la Chine communiste. Cette question peut être débattue et elle le sera, j'en suis convaincu, mais tel n'est pas l'objet de la visite. Je serai peut-être en mesure de faire rapport à l'issue des délibérations.

Le très hon. M. Diefenbaker: Le premier ministre nous dira-t-il si le gouvernement songe à reconnaître la Chine, puisque c'est ainsi que son discours aux États-Unis a été interprété par quiconque a pu le lire?

[M. Nesbitt.]

Le très hon. M. Pearson: Oui, monsieur l'Orateur, nous étudions la question, comme l'a certes fait le très honorable représentant lorsqu'il était premier ministre. Je suis sûr que son gouvernement a constamment examiné cette question importante. Je ne peux que répéter ce que j'ai déjà dit. Aucune décision n'a été prise et la politique du gouvernement à cet égard n'a pas changé.

Je dois signaler, comme je l'ai fait dans ma déclaration, qu'il existe une très grande difficulté quant à l'admission de la Chine communiste aux Nations Unies du fait que le gouvernement de Pékin insistera peut-être pour qu'on le reconnaisse comme gouvernement de Formose ainsi que de la Chine continentale. Une telle détermination présenterait une difficulté très réelle pour les représentants aux Nations Unies.

[Plus tard]

M. T. S. Barnett (Comox-Alberni): Monsieur l'Orateur, la question que j'aimerais poser au premier ministre s'inspire des réponses qu'il a données, ces derniers jours, au sujet de la reconnaissance de la Chine dont il a parlé dans son récent discours. Le premier ministre voudrait-il nous dire si les implications de son récent discours dépassent celles de la déclaration d'un ancien premier ministre, M. Saint-Laurent, il y a plusieurs années à Tokyo, où il a dit que, tôt ou tard, nous devrions reconnaître le genre de gouvernement...

M. l'Orateur: A l'ordre s'il vous plaît. Ce n'est pas là une question, mais une discussion.

LA SANTÉ ET LE BIEN-ÊTRE PALLIATIF DE L'INSUFFISANCE DU PERSONNEL MÉDICAL

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Heward Graffey (Brome-Missisquoi): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social. Étant donné l'importante déclaration qu'il vient de faire sur l'assurance frais médicaux, je lui demanderai si le gouvernement a conçu des projets particuliers pour pallier à la grave et inquiétante pénurie de médecins et de personnel médical qui doit se produire.

L'hon. A. J. MacEachen (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): La réponse est oui, monsieur l'Orateur.

M. Graffey: Sans entrer dans les détails, le ministre indiquerait-il à la Chambre quels sont ces projets?